

## Eotopia, pour vivre sans argent

PAR PIERRE PUCHOT  
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 14 AOÛT 2016



Dominique et Roman, place de la République à Paris, juin 2016. © PP

Ils quittent tout, travail, emploi, vendent leur maison pour fonder une communauté basée sur l'économie du don. Ils viennent du Loir-et-Cher, de la région parisienne, des Hauts-de-France, de Franche-Comté ou d'Auvergne, et même du Mexique, dans les pas de Benjamin Lesage, qui a voyagé cinq ans sans argent et s'efforce de vivre ainsi. Mediapart les a rencontrés et suivis, avant et sur le lieu qui servira à l'établissement de leur communauté.

« *Je ne voulais pas quitter ce monde sans avoir tenté une expérience collective.* » Ce samedi 11 juin, la place de la République à Paris est rebaptisée « Vegan place », du nom de ce mouvement qui proscrie toute utilisation de produits animaux. Sourire aux lèvres, l'esprit ailleurs, Roman écoute d'une oreille distraite un militant de la marche pour la fermeture des abattoirs, « *des endroits inhumains, symboles du capitalisme et de l'exploitation animale* ». L'homme s'époumone pour rien : Roman est déjà convaincu. Il s'appête même à aller beaucoup plus loin qu'une simple manifestation. À 62 ans, en instance de divorce, Roman est en passe de tout quitter pour partir vivre au sein d'un éco-habitat collectif. Une communauté végane en construction, baptisée **Eotopia**, basée sur l'économie du don, à l'écart du consumérisme, de l'argent et de l'économie marchande.

Ce samedi à Paris, Roman rencontre pour la première fois Dominique, tentée elle aussi par l'aventure : 41 ans, célibataire et sans enfant, elle habite Colombes. Dominique a découvert Eotopia par Internet, elle échange avec Roman par mail depuis plusieurs mois.

Dominique parlait depuis des années de vivre en éco-habitat, de revenir à « *plus d'authenticité* », de quitter la ville parce qu'elle « *n'en peut plus* ». De quoi ? Du travail salarié, pour commencer.

Dominique a cessé de travailler fin 2011. « *Ras le bol !* » Assistante de direction dans une banque, « *c'était très dur, il y avait une pression terrible sur les employés et cela ne me convenait pas, je n'avais pas envie de me faire maltraiter toute ma vie par mon patron et mes collègues* ». Une rupture conventionnelle lui apporte 25 000 euros. Dominique quitte son travail au moment d'emménager dans l'appartement qu'elle vient d'acheter à Colombes, grâce à la revente de son studio du XIX<sup>e</sup> arrondissement parisien, dont elle est propriétaire depuis 2001 et qu'elle a « *bien revendu* ». Elle contracte néanmoins un crédit, qu'elle complète avec des petits boulots : traduction, garde d'animaux, « *dogsitting* ». Durant un an, un peu de bénévolat dans l'« *humanitaire* » (Reporters sans frontières, Amnesty international), « *en me disant que c'était bien et que j'allais aider le monde* ».

Les mois passent, le détachement de Dominique s'étend au-delà du monde du travail. La société la dégoûte, comme le système politique. « *La démocratie ? Mais on a droit à des 49-3 dans tous les sens, on restreint notre liberté, il y a, je pense, une grosse prise de conscience de cela ces dernières années.* » Dominique a adhéré au parti Nouvelle Donne à sa création, après avoir suivi le **collectif Roosevelt**. « *Ça a donné une bouffée d'air frais. Mais j'ai vite arrêté, dès l'instant où ils ont commencé à se bouffer le foie entre eux.* » L'idée de la réduction du temps de travail, notamment, l'avait séduite. Mais c'est finalement sur Internet qu'elle « *crée le buzz* », lorsqu'elle déchire sa carte d'électrice, à l'automne 2015. « *Le vote, les élections, c'est terminé pour moi* », nous confie-t-elle, mi-juin 2016, place de la République.

Côté finances, les temps difficiles se profilent. Membre de nombreuses associations, elle est salariée pendant trois mois en 2013 pour Médecins du monde, après un an de bénévolat. En fin de droits, elle touche

aujourd'hui 500 euros par mois de Pôle emploi, et perçoit l'Aide personnalisée au logement (APL) pour l'aider à payer son prêt. « *Joindre les deux bouts, c'est devenu très compliqué, j'ai quelques ennuis avec ma banque en ce moment, dit-elle dans un sourire. Mais honnêtement, je ne regrette rien. Entre le super-salaire de la banque à l'époque, presque 3 000 euros par mois, et cette vie de galère financière, il n'y a pas photo. Je me sens tellement plus libre et mieux dans ma peau aujourd'hui, j'ai du temps pour moi, pour vivre.* »

“Prendre le temps”, Roman a déjà tenté le coup, jadis : « *Je suis un ex-baba des années 1970. À l'époque, j'ai “touché” du doigt quelques projets pas très sérieux, on fumait des pétards et on écoutait de la musique toute la nuit. En Haute-Saône, on louait une ferme à sept ou huit, y avait beaucoup d'allées et venues. À l'époque, pour survivre, on avait créé une petite entreprise et on distribuait des prospectus dans les boîtes aux lettres. On a tenu un peu plus d'une année. Et puis, le propriétaire a vendu et nous sommes tous partis pour d'autres aventures.* » Par la suite, il se fond dans la masse : « *Je me suis laissé entraîner dans la consommation, avec les années Mitterrand. Je croyais beaucoup en lui ; de sa communication, au départ, ressortait l'idée d'inscrire la collectivité dans la société. Je suis un grand déçu du mitterrandisme, il nous a véritablement précipités dans le consumérisme. Après lui, je me suis dit : le collectif, d'accord, mais à condition de l'organiser nous.* »

Depuis, Roman s'est inscrit dans plusieurs associations, dont le **Mouvement des objecteurs de croissance**. Ancien postier à Vendôme, dans le Loir-et-Cher, aujourd'hui à la retraite, Roman a d'abord tenté de monter un éco-hameau près de chez lui, avant de buter sur des questions juridiques. Cette fois-ci, il cherchait « *quelque chose de plus solide, avec une idéologie qui me correspondait : vivre sans argent, diminuer son impact sur la planète ; de vivre de façon décroissante, ça me parlait beaucoup* ».

Comment, à 62 ans, en arrive-t-on à retenter une expérience communautaire ? Avec Sandrine, une amie, lors d'une manifestation d'objecteurs de croissance en 2014, ils aperçoivent le livre culte de

la décroissance : *L'Homme sans argent*, de Mark Boyle, qui retrace le parcours d'un Américain qui a fait sien le principe de vivre en dehors des échanges monétaires. « *Boyle explique bien en quoi vivre le plus simplement possible, glisse Sandrine, avec le moins d'empreinte négative possible pour les autres, nécessite une synergie d'amitiés et de compétences basée sur le don inconditionnel et la confiance.* » Et puis, « *pour la première fois, je comprenais pleinement le lien entre le fric et la condition terrible faite aux animaux... et aux humain-e-s, végétaux, bref, à l'ensemble des êtres vivants. J'ai alors cherché à rejoindre une communauté.* »

Âgée de 49 ans, sans enfant, divorcée et célibataire « épanouie », militante antispéciste – le spécisme désigne la considération morale supérieure que les humains accordent à leur espèce et le traitement discriminatoire qui en découle, notamment à l'encontre des animaux d'élevage –, Sandrine a vent d'Eotopia alors qu'elle vit retirée avec ses chats, en pleine forêt du Loir-et-Cher, dans un lotissement composé de petits chalets. Par choix, elle ne travaille que trois jours par semaine comme orthophoniste dans un hôpital proche de son domicile.

Végane, elle est l'auteur du *Cri de la carotte* dont le but premier était de vulgariser le combat contre le spécisme. « *Ayant découvert un jour ce que vivaient réellement les animaux destinés à notre consommation, et le nombre inimaginable d'individus*

concernés, rien, depuis, ne m'a jamais paru davantage digne d'intérêt que la lutte pour les libérer de leur enfer », nous confie-t-elle par mail.



Dominique et Roman, place de la République à Paris en juin 2016. © PP

Pendant son temps libre, Sandrine se documente, tape « vivre sans argent » dans les moteurs de recherche, tombe sur le site Internet de Benjamin Lesage, qui a Eotopia en tête depuis plusieurs années déjà.

Né à Besançon il y a trente et un ans, élevé par sa mère, institutrice en Franche-Comté, Benjamin Lesage est le vrai ciment, l'inspirateur de ce projet de vie, ce lieu communautaire dans lequel Roman et Sandrine, et peut-être Dominique, s'appêtent à vivre. Son livre, *Vivre sans argent*, **disponible gratuitement en ligne** se fonde notamment sur son expérience hors norme, lui qui vécut plus de cinq ans sans sortir un sou de sa poche. À 25 ans pourtant, Benjamin Lesage achevait un parcours classique d'étudiant plutôt dilettante, assez fêtard, jusqu'à ce qu'un voyage change sa vie et forge ses convictions.

### Un voyage Paris-Mexico sans un sou en poche

Tout commence en 2006. Étudiant en IUT de gestion, Benjamin part pour La Haye, aux Pays-Bas, grâce au programme européen Erasmus. Six mois plus tard, il n'est plus question de rentrer en France. Il entame une licence en études européennes, mélange de relations publiques, marketing et communication. En troisième année, il part pour le Mexique en stage dans une petite association de quatre employés, **Espacio autonomo**, basée à Bichuacan, qui tente de sensibiliser les agriculteurs à la gestion des forêts et des sols. Ce voyage au Mexique le « chamboule », et avec Raphaël, un étudiant allemand rencontré à La Haye et sensible aux questions d'écologie, ils décident de devenir végétariens.

Pour fêter la fin de leurs études, Benjamin et Raphaël souhaitent réaliser un documentaire sur un voyage au Mexique fait avec un impact écologique le plus bas possible. Pas question donc de prendre l'avion. Benjamin a lu le livre de Ludovic Hubler, *Le Monde en stop*, et souhaite faire du bateau-stop. L'idée leur vient de faire leur voyage sans argent, en « n'utilisant que ce qui est déjà là ». Ils dormiront où ils pourront, mangeront ce qu'ils récupéreront. Munis de panneaux solaires, d'une caméra, de filtres à eau et d'un équipement d'une valeur d'environ 1 500 euros, ils quittent les Pays-Bas en janvier 2010. Ils entament en fait un périple qui va changer leur vie.

« Le premier jour, on a fait moins de cinquante bornes et on s'est retrouvés dans une cage d'escalier, dans un bled paumé aux Pays-Bas, raconte Benjamin Lesage. Il faisait moins 10 degrés. On a failli tout arrêter. Heureusement, après quatre heures d'attente, un type très sympa s'est arrêté. » Durant leur traversée de la France, ils dorment le plus souvent dans des stations service, mangent des restes sur les plateaux-repas, pain et frites, et un sachet de raisins secs. Arrivés à Barcelone, affamés, « on a logé dans un squat. Là, tout le monde nous a initiés à l'art de la récup', où aller, à la sortie des marchés, le soir dans les pizzerias ou les restaurants, demander les restes, se rappelle Benjamin. Dix jours plus tard, ils atteignent Algésiras, à la pointe de l'Espagne, d'où ils prennent le ferry grâce à deux Suisses et un Marocain qui acceptent de les prendre dans leur camion. « Au Maroc, ça a été fantastique, affirme Benjamin. Personne ne nous prenait pour des touristes, tout le monde nous invitait, nous offrait des pains ronds. On ne dormait jamais dehors. Des expériences très fortes, un accueil hallucinant. »

Les voyageurs rallient Las Palmas, dernier point de ravitaillement avant de traverser l'océan Atlantique. Au port, ils rencontrent deux Italiens en partance pour le Brésil. « L'un deux nous disait, de manière très sensée : "Vous dites que vous voyagez sans argent, mais là, c'est avec mon fric que vous voyagez", se souvient Benjamin. Ça nous a fait beaucoup réfléchir sur le fait que, malgré tous nos efforts, on était forcés d'utiliser un peu d'argent, d'une manière

ou d'une autre. Et en même temps, ne pas utiliser de l'argent directement, ça ôtait toutes les limites. Traverser l'océan, ça coûte très cher, c'est sans argent que l'on peut trouver les combines pour le faire. Et surtout, les dynamiques et le regard des gens étaient très différents, c'était vraiment jouissif de se sentir si proches des gens. C'est dans le bateau que l'on s'est dit que cette expérience, ce n'était pas juste un pari, un documentaire, que l'on avait envie que ce soit quelque chose de plus pérenne. »

Leur arrivée au Brésil se passe mal. « Nous débarquons dans un pays très pauvre, et sans la culture d'accueil des Marocains, souffle Benjamin. Les premières nuits, c'était vraiment la galère, on mangeait des bouts de pain, on dormait dans la rue, des jeunes menaçaient de nous tuer. » Raphaël et Benjamin poursuivent leur voyage et se trouvent coincés dans une station service près de Recife, au nord du Brésil. Un chauffeur vole les affaires de Benjamin, qui n'a plus rien que la paire de claquettes, le short et le tee-shirt qu'il porte sur lui. Adieu passeport et carte bancaire qu'il transportait en cas d'urgence.

Après un moment de panique, Benjamin se reprend : il voulait vivre sans argent, le sort lui en donne véritablement l'occasion. Raphaël et Benjamin remontent le Brésil, entrent en Guyane française. Benjamin utilise pour la première fois de l'argent depuis son départ de La Haye, sa mère lui ayant fait parvenir 70 euros pour faire refaire son passeport et régler les visas pour le Surinam. Puis, c'est la Guyane anglaise, le Venezuela, la Colombie. Nieves, la compagne de Raphaël, les a rejoints. Du Venezuela, ils travaillent sur un bateau pour gagner le Panama, passent dans les écoles pour parler de leur voyage et de l'écologie. Les trois voyageurs arrivent au Mexique pour la **COP 15, à Cancún**. Nieves est enceinte, le couple rentre en Europe, laissant Benjamin seul face à la dette qu'il ressent envers la société et les gens qu'il a rencontrés durant son voyage. « Quand on

reçoit, au bout d'un moment, on a forcément envie de donner. C'est cette énergie-là qui m'a permis de tout construire, jusqu'à Eotopia aujourd'hui. »



Ada, Yasmine et Benjamin chez Julien et Valène, à Moulins. Juin 2016. © PP

La fondation d'Eotopia est une histoire pleine de rebondissements, de doutes, d'ajustements, de questionnements face à l'économie, à la société contemporaine, à l'argent. Au Mexique, Benjamin monte des campements véganes, autogérés et gratuits, qui rassemblent plusieurs centaines de personnes. « Certaines personnes arrivaient, un peu méfiantes, et au bout de 3, 4 jours, devenaient très enthousiastes, » explique Benjamin Lesage. Il y rencontre Yasmine, sa future femme. « Quand j'ai rencontré Ben au Mexique, je n'en pouvais plus de ma petite vie rangée à Puebla, une ville de trois millions d'habitants, à deux heures de Mexico, se souvient la jeune femme, qui vient d'avoir trente ans. J'étais prof en architecture sans l'avoir vraiment choisi, dans un environnement englué dans la corruption, j'habitais chez mes parents. J'étais très attachée à mon salaire, ma voiture, au fait de plaire à mon père. Je sortais tous les soirs, restos, bars, bières... Je n'étais pas heureuse. Quand j'ai rencontré Ben, ce fut une bouffée d'air frais. Le détachement du matériel l'avait mené là où il était, c'est ça qui le rendait aussi attirant. »

Yasmine démissionne et prend la route avec Benjamin. L'idée d'Eotopia naît alors d'un constat très simple : ils voyagent et dépendent constamment des autres. Ne pourraient-ils vivre en se passant complètement de l'argent ? « Le seul moyen serait d'avoir un lieu, de créer un espace, une sorte de laboratoire, pour mettre en place une économie sans échange monétaire », songe alors Benjamin. Début 2012, ils se rendent aux États-Unis, dans l'Utah, pour voir Daniel Suelo, qui vit dans une grotte et a, lui aussi, renoncé à l'argent (*en anglais : The man who quit money*).

En 2013, le couple prend la décision de rentrer en France pour y établir le projet Eotopia.

**« Eotopia, c'est un monde sans argent, même s'il y a un peu d'argent derrière »**

Pourquoi ce retour ? « *On a l'impression qu'en France, nous sommes arrivés à un stade où tout le monde prend conscience qu'il faut changer certaines choses*, explique Benjamin. *Quand on parle d'écologie, de préservation de la terre, peu de gens nous prennent pour des hippies.* »

En dehors du billet d'avion New-York-Francfort, le couple vit toujours sans argent. Livres, vêtements, nourritures... tout vient de la « récup' », les voyages se font en stop. Le couple visite plusieurs éco-lieux, comme La Belle Verte dans le Gard, et d'autres encore dans le Sud-Ouest. Des repères anarchistes aussi, comme la Nef des fous, établie depuis 40 ans. « *Eux sont très politisés, très à gauche*, affirme Benjamin, *on a donc vu les travers de ce type de lieu : ils sont très sectaires, tu te fais fusiller dès que tu fais un truc capitaliste, et en même temps, ils fument et boivent des bières tout le temps.* » Le couple questionne aussi la difficulté de vivre en communauté et réfléchit aux contours de leur utopie.

C'est l'époque où le principe de l'économie du don redevient tendance. Un ami du frère de Benjamin l'invite même à l'École centrale pour parler de son expérience. « *C'est venu avec l'économie du partage, comme le covoiturage*, analyse Benjamin. *C'est beaucoup plus théorisé en anglais, avec la gift economy.* » Comment la résume-t-il ? « *Dans mon esprit, l'économie du don serait un système qui ne peut que fonctionner qu'au niveau local. Il fonctionne grâce à des acteurs d'un système économique qui acceptent de faire des choses pour leur bien-être et celui des autres. Tout le monde ne fait que les choses qu'il a envie de faire. Sur ce principe, on va avoir des menuisiers, des agriculteurs, mais pas des gens qui ont envie de fabriquer des petites pièces en plastique. C'est donc une économie écologique et responsable, qui repose sur la confiance et supprime une grande partie des produits de consommation.* » Cet intérêt nouveau pour l'économie du don permet à Benjamin

de nourrir sa réflexion ; il cite notamment les livres de Jean-Michel Cornu, *Tirer bénéfice du don*, Marcel Mauss et Charles Eisenstein (*lire son livre en anglais, Sacred Economy*): « *Dans son livre, Cornu explique que les communautés ne peuvent pas dépasser 150 personnes. Car pour se faire confiance, il faut se connaître.* »

Eotopia ne commencera pas à 150, mais à 8, à la frontière de la Saône-et-Loire. Dans les pas de Benjamin, nous découvrons le lieu, en ce mois de juin 2016.

Le Creusot, un dimanche soir de la mi-juin. Au cœur de cette commune aux trois centres-villes construits autour d'autant d'usines, la place Schneider, et un restaurant-bar, Le lion de Belfort. Tout utopique qu'il paraisse, le projet Eotopia est désormais en passe de devenir réalité. Nous montons dans la camionnette d'Antoine, cousin de Benjamin, pour une heure de route, direction Cronat, petit village à la frontière de la Saône-et-Loire et de l'Allier. Arrivée de nuit, éclairés à la lampe torche : difficile de se faire une idée du lieu. Le bâtiment principal, une maison d'un étage, semble en bon état. Mais au vu des affaires qui jonchent le sol et de sa propreté douteuse, on choisit de dormir dehors.



Eotopia. Juin 2016 © PP

La première nuit est glaçante : le froid saisit malgré la tente ; les marécages pullulent autour du lieu et les moustiques prospèrent. Le lendemain, Benjamin et Antoine entreprennent, le ventre vide, de nettoyer la maison. Il n'est pourtant pas 8 heures : un café s'impose. Direction le village, à un quart d'heure à pied à travers la forêt, puis les champs. Après la station-service, un carrefour : c'est Cronat, 500 habitants, lieu indéfini à une demi-heure de Moulins, que ne dessert aucun transport public. Les habitants disposent tout

de même d'une pharmacie, une boucherie, un hôtel-café-tabac-journaux-restaurant. Sur le mur du bar, une photo d'Axelle, la taulière trentenaire, aux côtés de son mari, d'au moins 20 ans de plus qu'elle : « *Ah, des jeunes s'installent ? C'est bien. Ici, il n'y presque plus que des vieux, dans 10 ans, si ça continue, il n'y aura plus personne.* »

Retour à Eotopia. Abandonnée depuis plus de deux ans, la maison est un cloaque nauséabond. Le sol est jonché d'affaires et de détritrus divers. Le terrain est une forêt vierge. Menuisier de son état, Antoine estime à un trimestre les travaux nécessaires avant de pouvoir aménager l'intérieur, sans compter les deux appentis, dont l'un menace de s'écrouler. Soudain, un cri : « *Un rat vient de me tomber dessus. Il ne faudra pas le dire à Yasmine !* » rigole Benjamin.



Le salon/cuisine. Juin 2016. © PP

Malgré l'état du logement, son soulagement est réel. Une semaine plus tôt, la signature chez le notaire a permis d'acquérir, pour 65 000 euros, cette maison installée sur trois hectares de terrain et de donner une réalité au projet.

### « **Quand on reçoit, au bout d'un moment, on a envie de donner** »

Pour créer Eotopia, une première réunion a lieu en Allemagne en 2013. Outre Benjamin et Yasmine, 26 personnes y participent, dont Raphael, Nieves, et d'autres venues d'Italie, de France, d'Allemagne ou d'Angleterre. Suivent une deuxième réunion à Lyon, puis une troisième en Espagne, en 2014. Tout le monde est enthousiaste, mais le projet tourne en rond : sans perspective concrète de lieu, difficile de commencer à le mettre en pratique. « *C'était une vraie erreur, reconnaît Benjamin, on rencontrait des gens super, et puis six mois après, il ne se passait toujours rien et*

*les gens parlaient sur autre chose. En 2015, on s'est dit qu'on faisait n'importe quoi et qu'il fallait qu'on trouve un lieu.* »

Les contraintes, l'argent aussi, ont fait évoluer la philosophie de Benjamin. Jusqu'à l'été 2014, Benjamin et Yasmine parviennent véritablement à vivre sans argent, sans RSA ni sécurité sociale. « *On cherchait à être autonomes, nous n'allions pas nous mettre à demander l'assistance de l'État !* explique le jeune homme. *En plus, accepter de recevoir de l'argent, cela voulait dire pour moi devoir rendre un service à l'État en retour, et donc, au final, retravailler pour un salaire. En soit, je ne mets pas en cause le système des impôts et le RSA, c'est juste que le système global génère bien trop d'inégalités, et c'est pour cela que je vis sans argent, en circuit court... Le revenu universel, c'est un peu la même chose : ce n'est pas une mauvaise idée en soi, mais cela nous fait toujours dépendre d'un pouvoir supérieur, d'une institution et cela n'aidera pas la libération individuelle et à la responsabilisation de chacun.* »

Au début de l'année 2014, Yasmine fait une fausse couche. Le couple se rend à l'hôpital, et sans sécurité sociale, Yasmine doit aller se faire soigner dans un centre médical spécifique. La jeune femme ressent alors le besoin d'être assurée. Mais Yasmine est de nationalité mexicaine et doit renouveler tous les ans sa carte de séjour. C'est donc à Benjamin de prendre les choses en main : il doit soit travailler, soit s'enregistrer et accepter le RSA. « *On voulait n'avoir que la sécurité sociale, sans le RSA, mais ce n'était pas possible selon la Caisse d'allocations familiales, affirme Benjamin. On a donc dû ouvrir un compte bancaire.* » Yasmine tombe à nouveau enceinte. Ils viennent d'achever leur dernier *woofing* en Ariège ; elle prend une colocation à Toulouse. « *Plus que du soulagement, explique Yasmine, c'est la perspective de pouvoir un peu se reposer. Depuis trois ans, tous les jours, il fallait s'organiser pour survivre, savoir où dormir, faire la "récup" aussi. Après la fausse couche, j'ai eu besoin de passer à une autre réalité que de chercher de quoi manger et où dormir.* »

En février 2015, le livre de Benjamin, *Vivre sans argent*, est publié. Le mois suivant, sa fille, Ada, naît. Pour la première fois depuis cinq ans, Benjamin refait des courses, au Biocoop : « *Je me suis dit qu'Ada était beaucoup plus important que tout cela, que ce dogme autour de l'argent. Si pour Yasmine, le bonheur passait par ce confort, c'était le plus important. Je me posais la question de me remettre à travailler. Mais cela voulait dire faire un croix sur Eotopia.* »



Eotopia, juin 2016. © PP

C'est aussi le moment où Roman et Sandrine rejoignent le projet. « *C'était deux personnes avec un long cheminement, cela nous a aidé à structurer le projet* », explique Benjamin. En novembre 2015, un agriculteur qui réside à Nay près de Pau, entend parler de Benjamin sur France Inter, où il présente son livre. Il le contacte. Benjamin se rend sur place et s'éprend du lieu : 11 hectares, une grande maison et de grands corps de ferme. La ferme n'est plus exploitée et l'agriculteur dit vouloir leur permettre de s'installer pour mettre en place leur économie du don. Sandrine, Antoine, un jeune trentenaire qui a rejoint le groupe, Benjamin, Yasmine et Ada y séjournent souvent, commencent à faire des travaux, mais très vite, l'agriculteur apparaît éloigné du projet, souhaite vendre une partie de la production à venir. Finalement, le groupe apprend que l'agriculteur croule sous les dettes et n'est pas propriétaire du lieu. La petite communauté quitte Nay en février 2016, le cœur gros. « *On se retrouve dans une situation difficile, raconte Benjamin. J'avais promis à Yasmine que si ça ne marchait pas ce coup-là, on arrêterait, que je trouvais un boulot.* »

Grâce à Roman et Sandrine, le projet va cependant repartir. Sandrine a déjà mis en vente sa maison et est très motivée par le projet. Pour elle, Eotopia doit continuer. « *J'ai obtenu de mon employeur une disponibilité de 3 ans, nous explique-t-elle, je viens de*

*vendre mon chalet, et j'avais gardé mon lieu de vie précédent, un appartement parisien de 40 m<sup>2</sup>, que je loue maintenant à des amis, pour que chaque mois, je puisse "voir venir" et me sentir rassurée.* » Elle souhaite mettre une partie de son pécule à disposition pour débloquer le projet Eotopia. Roman abonde. Sa maison est en vente, estimée à 110 000 euros. Et sur ses salaires, il a déjà économisé un montant suffisant pour constituer un apport. La décision est prise d'acheter un lieu. En avril 2016, ils choisissent de s'établir à Cronat, sur une propriété dénichée grâce aux prospections d'un autre couple tenté par l'aventure, Julien et Valène.



Un peu plus loin, sur le chemin... Eotopia, juin 2016. © PP

À 27 ans, maman d'une petite Naomie (16 mois), Valène a choisi de ne plus travailler, après avoir œuvré dès ses 16 ans en tant que cellier-maroquinier chez Hermès. « *À 23 ans, j'ai commencé à me sentir mal au travail, nous explique la jeune femme. Je m'interrogeais : le sens de ma vie était-il de faire des sacs à main de luxe pour des riches, alors qu'il y a des gens qui meurent dans la rue ? Le moins cher des sacs est à 6 000 euros, le plus cher vaut une maison... Il y a un problème. Je suis entrée dans une dépression à ce moment-là, je voyais un psy. Je n'avais plus le goût à rien, j'habitais Mantes-la-jolie, Hermès était à Pantin, ça faisait de longs trajets.* » Valène décide de se reconverter dans un métier « *qui ne nuit pas à l'humain, aux animaux et qui, peut-être, pourrait apporter quelque chose* ». Elle découvre le massage : « *Je n'utilisais aucune ressource néfaste pour la planète, je n'exploitais ni les hommes, ni les animaux et je pouvais apporter un peu de bien-être.* » Au contact de professeurs qui lui enseignent différentes techniques, elle devient végane : « *Je cherchais à ne plus exploiter la planète, à aller vers le zéro déchet, à aller de plus en plus loin dans ma réflexion.* » Elle rencontre alors Julien chez des amis

communs. Ensemble, ils quittent la région parisienne et déménagent à Moulins, en Auvergne, où Julien a demandé et obtenu sa mutation : « *J'avais regardé où l'on pouvait vivre correctement avec un salaire modeste, on voulait une maison avec jardin, faire un peu de permaculture, voire créer un éco-lieu végane* », explique-t-il.

Le couple veut vivre sans voiture, avec peu de choses, « *simplement* », ailleurs que dans la consommation. Ils se passent de réfrigérateur – un outil « *pas très utile quand on fait les courses tous les jours chez le primeur* », affirme Valène –, de four, de sèche-linge... À la naissance de Naomie, Valène décide d'arrêter de travailler pour se consacrer à sa fille. « *Je n'ai pas l'intention de retravailler. Le but, c'est d'essayer de vivre sans argent. Je ne touche pas encore le RSA, mais j'y réfléchis. Je me dis que par rapport à Naomie, cela peut-être intéressant pour subvenir à tous ses besoins. Je n'ai pas de réponse sur ce plan-là encore, j'aimerais vraiment pouvoir m'en passer. Et en même temps, il est hors de question que je prenne le moindre risque avec ma fille.* »

Dans ses recherches sur Internet, Valène tombe sur le projet Eotopia. La connexion s'établit avec Benjamin. Et c'est Julien qui trouve le lieu où Eotopia va s'établir. Valène aimerait les rejoindre, « *dès que c'est possible, une fois les travaux achevés. J'ai hâte de le faire, je vois aussi comment Naomie se sent avec Ada, elle adore quand il y a du monde autour d'elle. On sent une très bonne énergie quand il y a les personnes d'Eotopia avec nous, ça respire la joie, il y a beaucoup de bienveillance.* »

Adossé à la création de l'association Verre de terre, le lieu Eotopia est partagé en 12 parts de 5 000 euros, pour douze résidents prévus à terme. Sandrine et Roman en détiennent 5 et 4 parts, à charge pour les nouveaux entrants de leur racheter une participation. Antoine, Benjamin et Yasmine ont chacun la leur. 5 000 euros proviennent des recettes du livre de Benjamin. 5 000 autres euros, un héritage de sa grand-mère, ont servi à l'achat de la part de sa femme. « *On a eu des modèles, d'autres communautés qui fonctionnaient déjà avec un système de parts, entre*

*autre un éco-hameau dans le lot, à Andral*, explique Roman. *Des associations Abi-coop font aussi la promotion de ce genre d'expérience.* » Empêtré dans un divorce difficile, pas très à l'aise avec **une charte du projet** qui ne garantit pas de pouvoir récupérer son investissement, Julien préfère observer l'installation du projet avant de s'engager davantage. Dominique, qui habite encore Colombes, souhaite visiter le lieu avant de se décider. Tout est néanmoins désormais en place pour qu'Eotopia existe.

### « **Trouver le plaisir différemment** », ailleurs que dans la consommation

Un fois ouvert, comment le lieu fonctionnera-t-il ? À Eotopia, en dehors du système de parts, la propriété individuelle est bannie, y compris pour ce qui concerne les lieux d'habitation construits à l'avenir par les résidents permanents (maison en terre-paille, yourte, etc.) Le lieu ne sera pas « commercial », rien n'y sera jamais vendu. Les assemblées générales seront ouvertes à tous, mais seuls les résidents ont pouvoir de décision sur ce qui a trait à la pérennité d'Eotopia. « *On ne croit pas à l'horizontalité parfaite*, dit Benjamin. *Il y a des domaines de compétences et surtout des responsabilités différentes suivant que l'on réside en permanence sur le lieu ou que l'on est de passage.* »

L'eau, la déchetterie, l'électricité, internet, les impôts... La question de l'argent se posera nécessairement. Comment faire ? « *On a déjà eu beaucoup de propositions pour contribuer financièrement*, explique Benjamin, *on a réfléchi donc à accepter des dons, dont on publierait en toute transparence le détail de l'utilisation. Dès que l'on voit en revanche qu'on peut faire sans l'argent, on le fait.* »

Lieu végane, Eotopia proscrit la viande, mais également la cigarette, toutes les drogues et l'alcool. « *On aimerait que nos enfants comprennent que fumer une clope, ce n'est pas quelque chose de normal, de naturel comme de manger une carotte*, explique Benjamin. *Pareil pour l'alcool et la viande. Pour la drogue, on estime qu'être bien en société demande un minimum de connexion. Quand on boit trop, quand on fume des pétards, on se détache un peu des autres, ça*



*crée beaucoup de décalage entre les gens. Et je sais de quoi je parle, j'ai beaucoup consommé. Après, on ne fera pas la police. Mais aux libertaires qui disent : "Ah, moi je tiens à ma liberté", on répond : "Pour nous, la liberté en société ce n'est pas faire ce que l'on veut, c'est aussi respecter les autres". »*



Cronat, juin 2016. © PP

Les résidents veulent aussi s'orienter vers l'*Unschooling*, ne pas intégrer leurs enfants au système scolaire et faire la classe à Eotopia. « *Nous sommes très sensibles à l'idée d'une éducation où les adultes ne sont qu'accompagnateurs et mettent à disposition les outils pour que les enfants fassent leur apprentissage à leur rythme, sans leur imposer des horaires et trop de contraintes*, explique Benjamin, qui cite le documentaire *Être et devenir*. *Nous voulons aussi être des exemples : on ne peut pas imposer à un enfant de faire de la musique si les parents n'en font pas. En France, l'instruction est obligatoire, pas l'éducation. Dans le cas où on fait l'instruction à la maison, la loi stipule qu'un conseiller municipal ou de la communauté de commune doit venir quatre fois l'an pour vérifier que l'enfant suit un cours normal, qu'il sache bien lire et écrire en temps et en heure. Nous n'avons pas le souhait de scolariser Ada, mais si, arrivée à un certain âge, elle en émet le désir, elle le sera. Le système scolaire, c'est souvent très bien. Le problème, c'est que dès 7 ans, on voit bien que les*

*enfants sont stressés. » « On leur apprend à être des citoyens-travailleurs, je ne veux pas de ça pour ma fille », affirme Julien.*



Eotopia, juin 2016. © PP

Toutes les transformations d'Eotopia n'ont pas nui à sa popularité. Sur la mailing-liste, ils sont près de 2 000 à suivre les aventures de Benjamin et consort. Le site reçoit 150 000 visites par mois, des mails proviennent régulièrement d'étudiants, des jeunes qui se questionnent, beaucoup de personnes véganes en quête d'un lieu, d'autres en détresse, « *une quinzaine en deux ans* », selon Benjamin, qui voit Eotopia comme une solution pour sortir de la précarité. Des personnes plus âgées aussi, qui proposent souvent un don en argent. Comment faire la sélection pour les futurs résidents ? « *J'ai dû rencontrer 100 personnes depuis le début du projet*, estime Benjamin. *Honnêtement, la sélection se fait d'elle-même, parce que nous avons besoin de personnes qui s'investissent dès le début, qui sont disponibles et qui partagent notre projet.* »

Pour la suite, l'équipe d'Eotopia veut mettre en place plusieurs espaces de camping provisoire, avec toilettes sèches et cuisine pour que des résidents temporaires puissent venir s'installer pour une durée d'une semaine à un mois : « *On sait dans quel état est notre monde et la société*, juge Benjamin. *Il faut faire quelque chose. Que les gens adhèrent ou pas à l'économie du don, l'essentiel est de proposer d'autres modes d'interaction. On a confiance que les gens qui nous rejoindront ne viendront pas pour se tourner les pouces, mais seront des personnes proactives, qui viendront pour tester ce projet de vie, autour de l'économie du don.* » Et après ? Ne nourrissent-ils aucune crainte pour leur avenir, en cas d'échec du projet ? « *On vit comme ça depuis des années*, explique-t-il. *À part le monde occidental, tout le*

*monde vit comme ça. Avec ce lieu, on sécurise notre présent. Mais on ne va pas s'empêcher de vivre aujourd'hui au nom d'un avenir incertain. »*

À la fin des travaux, dès que le lieu ouvrira, les visites se succèderont. L'expérience évoluera encore. Et Benjamin, Yasmine, Ada et les autres pourront, enfin, poser leurs valises et continuer à nourrir leur utopie vivante.

## Boîte noire

Ils veulent en finir avec l'emploi, avec le salariat tel qu'on le connaît. La croissance ne sera jamais plus la même, la planète ne peut plus la supporter. Décroissance économique contre croissance démographique, les courbes s'inversent,

ne convergeront plus jamais. Quand les dirigeants politiques ne pensent qu'à sauvegarder des emplois à tout prix, quand le premier ministre Manuel Valls demande d'assumer son « *partenariat stratégique avec l'Arabie saoudite* » au nom de l'intérêt économique, eux ont décidé de faire un pas de côté, pour s'avancer dans le monde de demain, et ne plus ou ne pas tomber dans la quête éternelle du CDI, du CDD, de l'emploi qui, bien souvent, pourrait une vie que l'on perd à force de chercher à la gagner. En Auvergne, en Saône-et-Loire, dans le Finistère Sud, en région parisienne, ils ont entre 23 et 62 ans, ont parcouru le monde, tentent de s'évader de l'économie marchande, fondent des communautés, et nous racontent leur histoire. Reportage en quatre articles.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.